



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral portant modification des conditions de fonctionnement de l'usine de fabrication de boîtes métalliques exploitée par la société CROWN BEVCAN sur le territoire de la commune de CUSTINES

N° 2025-0141
AIOT 0006200139

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la Commission du 22 juin 2020 établissant les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015, modifié par arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-0809 du 29 septembre 2021, autorisant la société CROWN BEVCAN à augmenter la capacité de production de l'usine de fabrication des boîtes métalliques pour boissons exploitée à CUSTINES avec le remplacement de l'acier par l'aluminium ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 ;

Vu le rapport de base établi par FONDASOL en date du 26 mai 2014 ;

Vu le dossier de réexamen établi par KALIES transmis le 9 décembre 2021 complété les 30 mars 2023, 3 mai 2023, 2 avril 2024 et le 14 octobre 2024 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées référencé 2025_426 en date du 11 juin 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2025 organisant la consultation du public du 1^{er} septembre au 1^{er} octobre 2025, conformément à l'article L.515-29-I du Code de l'environnement ;

Vu la consultation des conseils municipaux des communes de Belleville, Bouxieres-aux-Dames, Custines, Faulx, Frouard, Malleloy, Marbach, Millery et Pompey ;

Vu l'avis formulé par la commune de Marbach ;

Vu l'absence d'observations émises lors de la consultation du public ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées référencé 2025_1165 en date du 27 avril 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 12 mai 2026 par voie dématérialisée ;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 28 mai 2026 au cours duquel l'exploitant a été entendu ;

Considérant la rubrique 3670, rubrique associée à l'activité principale des activités et les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques avec cette rubrique principale ;

Considérant que les conclusions sur les MTD relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020;

Considérant donc que conformément aux dispositions du Code de l'Environnement, dans un délai de 4 ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assorties les arrêtés d'autorisation des installations sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du Code de l'Environnement ;
- ces installations ou équipements doivent respecter les dites prescriptions.

Considérant qu'au titre du R. 512-28 du code de l'environnement, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'une installation visée au L. 511-1 du code de l'environnement soumise à autorisation doivent tenir compte de l'efficacité des MTD décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et au traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

Considérant donc qu'il est nécessaire de revoir et compléter les prescriptions applicables à l'installation afin que celles-ci soient conformes aux exigences de l'article R. 515-60 du code de l'environnement et en particulier :

- mise à jour de la liste des installations,
- mise à jour des valeurs limites d'émissions dans les rejets atmosphériques, des valeurs limites d'émission des eaux industrielles ;
- mise à jour des modalités de surveillance des émissions atmosphériques et d'autosurveillance des eaux,
- ajout de prescriptions relatives aux consommations spécifiques d'énergie et d'eau,
- mise à jour de la liste des déchets;
- mise à jour des modalités d'autosurveillance des émissions atmosphériques ;
- suppression des garanties financières.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 :

L'article 1-2-1 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Le tableau suivant présente les activités et installations de l'établissement autorisé par le présent arrêté:

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et capacités
3260	A	Traitement de surfaces de métaux pour lequel le volume des bains est supérieur à 30 m ³ .	<u>Par ligne :</u> Bain acide sulfurique : 5 680 l Bain Ridoline 120 et 124 ou équivalent : 11 360 l Bain Bonderite MNT 415 ou équivalent : 2 850 l Bain Bonderite ME 70 ou équivalent : 950 l Total : 20 840 x 2 = 41 680 l
3670	A	Traitement de surfaces à l'aide de solvants organiques, avec une capacité de consommation de solvants organiques supérieure à 150 kg/h ou 200 t/an.	<u>Produits contenant des solvants (consommation annuelle, % de COV) :</u> Vernis de fonds : 28,6 t/an ; 1% Encres : 82,5 t/an ; 14% Vernis extérieur : 555 t/an ; 20% Vernis intérieur : 1 850 t/an ; 15% Solvant de nettoyage : 35 t/an ; 100% Total : 444,4 t/an
2560-1	E	Machines de travail mécanique des métaux, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1 000 kW.	Machines de travail des métaux par ligne : 1 presse : 122 kW 9 étireuses : 740 kW 1 machine de formage du col : 127,5 kW Total : 980 x 2 = 1 980 kW
2910-A-2	DC	Installation de combustion consommant exclusivement du gaz naturel, la puissance thermique nominale de l'installation étant > 2 MW et < 20 MW.	Installations de chauffage : 3,19 MW (inchangée) Installation de fabrication : 8,56 MW Total : 11,76 MW

4120-2	D	Stockage de produits toxiques. Substances et préparations liquides, toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	Produits acides pour bains de traitement : 8 t
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations : 3. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t.	Quantité maximale 10 t
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t.	Quantité maximale 10 t
4725	NC	Emploi et stockage de l'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.	Bouteilles d'oxygène Quantité maximale < 100 kg
4719	NC	Stockage ou emploi de l'acétylène. la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale 250 kg mais inférieure à 1 t.	Bouteilles d'acétylène Quantité maximale < 100 kg
1185-2	NC	Gaz à effet de serre fluoré visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visés par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité maximale < 300 kg

1630	NC	Liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 250 t.	Lessive de soude Quantité maximale < 20 t.
2925-1	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure ou égale à 50 kW.	46 kW

(*) A : autorisation-E : enregistrement- DC : déclaration avec contrôle périodique- D : déclaration- NC: non classé »

Article 2 : Garanties financières

Les dispositions du chapitre 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié sont abrogées.

Article 3

L'article 1-7 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 1-7 – Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence ;
- arrêté ministériel du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;

- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
- arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées;
- arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 .»

Article 4 :

L'article 3-2-2 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 3.2.2 – Conditions générales de rejet

Les principales installations, pour les lignes de fabrication de boîtes en aluminium, émettant des effluents gazeux ont les caractéristiques suivantes :

Installation	N° point de rejet	Hauteur minimale de la cheminée par rapport au sol (m)	Diamètre au débouché (m)	Débit maximal des effluents gazeux (Nm³/h)	Vitesse d'éjection minimale (m/s)
Ligne alu 1					
Machine à laver	1	15	0,6	6541	8
Séchage boîtes MAL	102	15	0,45	5033	8
Chaudière MAL	103	15	0,45	4591	5
Four à picot 1	2	15	0,45	4282	5
Four à picot 2	3	15	0,45	4282	5
Vernisseuse	4	15	0,50	5606	8
Four IBO 1	5	15	0,40	2998	5
Four IBO2	6	15	0,45	8702	8
Ligne alu 2					
Machine à laver	7	15	0,6	6541	8
Séchage boîtes MAL	202	15	0,45	5033	8
Chaudière MAL	203	15	0,45	4591	5
Four à picot 1	8	15	0,45	4282	5
Four à picot 2	9	15	0,45	4282	5
Vernisseuse	10	15	0,50	5606	8
Four IBO 1	11	15	0,40	2998	5
Four IBO2	12	15	0,45	8702	8

Chaufferie					
Rejet chaudière 1 (250 kW)	13	15	0,25	1643	5
Rejet chaudière 1 (250 kW)	13	15	0,25	1643	5

Les machines à laver sont raccordées à un système de lavage humide des émissions gazeuses dont les membranes de filtration permettent d'obtenir une réduction de l'acidité de 90 % .»

Article 5 :

L'article 3-2-4 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié est modifié comme suit

« Article 3.2.4 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage qui se font sur gaz humides,
- à une teneur en O₂ de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission mesurée dans les effluents en sortie de cheminée.

Pour les chaudières, le débit des gaz de combustion est exprimé en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273 K et 101 300 Pa). Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/m³) sur gaz sec, la teneur en oxygène étant ramenée à 6 % en volume dans le cas des combustibles solides et à 3 % en volume pour les combustibles liquides ou gazeux.

L'utilisation de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation susvisé est interdite.

De même, l'utilisation de substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, et les substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68 sont prohibées au sein de l'établissement.

A tout moment, l'exploitant doit pouvoir justifier le respect de ces interdictions.

L'exploitant transmettra à l'autorité administrative, Préfet et inspection des installations classées, une consigne interdisant l'utilisation des produits listés ci-dessus dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Rejets canalisés (mg/Nm³)	SO ₂	NOx eq. NO ₂	NH ₃	Acidité totale (en H)	HF en F	COV non méthaniques	CH ₄	CO	Poussières
Machine à laver N°1	100	200	30	0,5	2	-	-	-	-
Séchage boîtes MAL N°102		100						100	-
Chaudière MAL N°103		100						100	-
Four à picot 1 N°2	-	100	-	-	-	50	50	100	-
Four à picot 2 N°3	-	100	-	-	-	50	50	100	-
Vernisse use N°4	-	100	-	-	-	75	50	100	10
Four IBO 1 N°5	-	100	-	-	-	50	50	100	-
Four IBO2 N°6	-	100	-	-	-	50	50	100	-
Machine à laver N°7	100	200	30	0,5	2	-	-	-	-
Séchage boîtes MAL N°202		100						100	
Chaudière MAL N°203		100						100	

Four à picot N°8	1	-	100	-	-	-	50	50	100	-
Four à picot N°9	2	-	100	-	-	-	50	50	100	-
Vernisseuse N°10		-	100	-	-	-	75	50	100	10
Four IBO 1 N°11		-	100	-	-	-	50	50	100	-
Four IBO2 N°12		-	100	-	-	-	50	50	100	-
Rejet des 2 chaudières N°13		-	86	-	-	-	-	-	88	-

Article 6 :

L'article 3-2-5 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 3.2.5 – Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Polluants	Flux	
	Annuels (kg/an)	Horaires (kg/h)
	Chaudières + Make up 1, 2 et 3 + Roof top 1, 2, 3 et 4 + rideaux air chaud + chauffe-eau machine à laver + fours machine à laver + four à Picot 1 et 2 + Fours IBO 1 et IBO2	
NO ₂	13014	/
CO	5489	/
SO ₂	92	/
	Machines à laver	
Acidité (H)	1576,8	0,180
HF	411,7	0,047
NH ₃	727	0,083
	Fours à Picot 1 et 2 + Vernisseuses + Fours IBO 1 + Four IBO 2	
COV non méthaniques totaux	341640	39

Vernisseuses		
Poussières totales	1603	/

Rejets diffus :

Le flux annuel des émissions diffuses issues des installations de production ne doit pas dépasser 20 % de la quantité totale de solvants utilisée.

Flux spécifiques :

L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles les valeurs limites d'émission suivantes pour l'activité de revêtement et impression d'emballages métalliques:

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	g de COV par m ² de surface revêtue/ imprimée	3,5

».

Article 7 :

Les dispositions de l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié sont abrogées.

Article 8 :

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 est modifié comme suit

« Article 4.1.1 –Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Commune du réseau	Utilisation	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³) Journalier
Réseau public de distribution	Custines	Eaux sanitaires	3700	10 m ³ /j
Réseau public de distribution	Custines	Eaux industrielles	176 300	480 m ³ /j

La consommation spécifique d'eau (moyenne annuelle) est limitée à 110 l/1000 cannettes dans l'établissement."

Article 9 :

L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 4.3.9-Valeurs limites d'émission des eaux industrielles

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles (N° I1 comme repéré à l'article 4.3.5.2. du présent arrêté) dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux des polluants visés dans le tableau ci-dessous, le débit du rejet ne devant pas excéder 480 m³/j :

Polluants	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en Suspension (MES)	30	14,4
Demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO ₅)	30	14,4
Demande chimique en oxygène (DCO)	125	60
Nitrites (NO ₂ -) en mgNO ₂ /L	20	9,6
Azote global (NGL)	30	14,4
Phosphore (P)	10	4,8
Indice phénols	0,3	0,144
Arsenic (As)	0,1	0,048
Cadmium (Cd)	0,2	0,048
Cyanures aisément libérables (CN)	0,1	0,048
Chrome (Cr)	0,5	0,24
Chrome hexavalent (Cr VI)	0,1	0,048
Chrome trivalent (Cr III)	2	0,96
Plomb (Pb)	0,5	0,24
Cuivre (Cu)	0,5	0,24
Mercure (Hg)	0,05	0,024
Nickel (Ni)	0,5	0,24
Zinc (Zn)	2	0,96
Manganese (Mn)	1	0,48
Etain (Sn)	2	0,96
Argent (Ag)	0,5	0,24
Aluminium (Al)	5	2,4
Fer (Fe)	5	2,4
Fer + aluminium (Fe + Al)	5	2,4
AOX	0,4	0,19
Hydrocarbures totaux	5	2,4
Fluor (F)	15	7,2
Tributylphosphates	4	1,92

Article 10 :

L'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié est modifié comme suit :

« Article 5.1.7- Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Code des déchets	Nature des déchets	Production annuelle estimée en tonne	Filière (stockage, traitement, valorisation...)
13 05 02* 12 01 09* 13 08 02* 08 01 11* ...	Déchets dangereux	2000	Incineration, traitement physico-chimique
12 01 01 20 01 01 20 01 38 ...	Déchets non dangereux	6500	Recyclage

Article 11 :

L'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2014-0036 du 15 avril 2015 modifié est modifié comme suit :

“ L'exploitant met en place un programme d'autosurveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées dans les conditions ci-après :

Paramètre	Fréquence
Machines à laver	
Débit	en continu
vitesse d'éjection	en continu
SO ₂	annuelle
NO _x	annuelle
NH ₃	annuelle
Acidité totale	annuelle
HF	annuelle
Fours à picot 1, fours à picot 2, fours IBO 1, fours IBO 2	
Débit	en continu
vitesse d'éjection	en continu
COV	trimestrielle
CO	trimestrielle
CH ₄	trimestrielle
Vernisseuses	
Débit	en continu
vitesse d'éjection	en continu
COV	trimestrielle
CO	trimestrielle
CH ₄	trimestrielle
Poussières	Semestrielle
Chaudières	
Débit	en continu
vitesse d'éjection	en continu
NO _x	tous les 3 ans
CO	tous les 3 ans

La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane (COVT non méthanique), est réalisée sur l'ensemble des installations.

Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions par un organisme agréé indépendant.

Lors des deux premières mesures effectuées par un organisme agréé sur chacune des lignes de production, l'exploitant caractérise les COV présents dans les émissions afin de déterminer ceux susceptibles d'être visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F, H341 ou H351 et les substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994. Les résultats de cette caractérisation et quantification de ces émissions sont transmis à l'inspection dans le mois suivant la réception des résultats par l'exploitant, avec ses commentaires.

L'évaluation des émissions par bilan matière porte sur les polluants suivants :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvants et Schéma de Maîtrise des Emissions	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvants et Schéma de Maîtrise des Emissions	Annuelle

Le respect des valeurs limites fixées pour les rejets diffus est estimé chaque année à partir du bilan matière. Concernant les rejets des installations de traitement de surfaces, une estimation des émissions diffuses est également réalisée annuellement. »

Article 12 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 13 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société CROWN BEVCAN

et dont une copie sera adressée à :

- Messieurs les maires des communes consultés

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Nancy le **05 JUIN 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

